

D

e gros investissements publics s'ajoutent au boum immobilier

Les grands travaux routiers et portuaires ainsi que la construction d'équipements publics ont fortement contribué à accélérer la croissance du BTP en 2005. Le secteur public a ainsi repris du poids par rapport aux investisseurs privés qui restent pourtant dynamiques. Selon les estimations établies à partir des indicateurs d'activités et des enquêtes annuelles d'entreprises réalisées par l'INSEE, le chiffre d'affaire global du secteur représenterait 1,07 milliards d'euros en 2005.

La bonne conjoncture économique, conjuguée à l'effort consenti pour la régularisation des situations avec le port du badge, se traduit par une hausse historique de l'emploi dans le secteur. La Caisse des congés payés du BTP a décompté près de 18 000 salariés en moyenne mensuelle, chiffre inégalé depuis 1992. Elle a géré ainsi plus de 2 000 emplois salariés supplémentaires, soit 13% de l'effectif 2004. Son champ est un peu plus large que celui de la section « construction » de la nomenclature d'activités française. Il inclut notamment des activités annexes aux chantiers telles que la fabrication et la pose des menuiseries métal, bois et plastique.

La consommation de ciment a progressé de près de 8,8%, atteignant 518 000 tonnes. L'accroissement s'est porté sur les ventes en vrac, représentatives de la montée en puis-

sance des grands ouvrages d'art de la Route des Tamarins, en plus des réalisations immobilières. En revanche, les ventes de sacs reculent de 3%, tout en restant à un niveau élevé. Elles dénotent une activité encore soutenue dans les constructions individuelles et les petits travaux de maçonnerie.

Des travaux routiers d'une importance exceptionnelle

La Route des Tamarins est le grand projet de l'année, celui qui mobilise les investissements les plus importants. D'une manière générale, tous les plannings ont été respectés, voire anticipés. Ainsi les viaducs de la savane ont avancé à un rythme soutenu, tout comme divers ouvrages d'art de la section 2. Les entreprises, bénéficiaires de plusieurs marchés, ont eu intérêt à passer rapidement sur d'autres ouvrages pour optimiser les moyens matériels et la gestion du personnel. Au final, l'année 2005 s'est terminée à 115,5 M€ de dépenses dont 100,7 M€ de dépenses de marchés de travaux. Le chantier devrait prendre de l'ampleur en 2006 avec des dépenses prévues

à hauteur de 270 M€, dont 246 M€ environ pour les seuls travaux. Les deux années suivantes devraient également voir des dépenses supérieures à 200 M€.

En 2005, l'ensemble du réseau routier n'a pas pâti du démarrage de ce grand chantier. Les travaux réalisés sur les routes nationales et départementales se montent en effet à 199 M€, en hausse de 155% par rapport aux dépenses effectuées en 2004. Le réseau national a profité en premier lieu de ces investissements, le budget de la Région ayant plus que doublé. En plus des nombreux travaux de renforcement, l'année a été marquée par l'achèvement de l'échangeur pour le raccordement Est du boulevard Sud et le lancement de l'ouvrage d'art au-dessus de la Rivière des Pluies. Le réseau départemental a également bénéficié d'un fort soutien financier. Les travaux ont concerné principalement la réalisation de l'itinéraire

reliant l'ouvrage d'art du Bras de la Plaine à Pierrefonds, ainsi que la réfection de la voirie et de l'assainissement sur de nombreux points noirs du réseau. Enfin, les dépenses effectuées pour les pistes forestières affichent une progression continue depuis 2002. Elles concernent les travaux du réseau dont l'ONF assure la maîtrise d'œuvre.

Génie civil et équipements publics ne sont pas en reste

Dans le domaine du génie civil de grands chantiers sont aussi en cours. Les investissements réalisés se sont encore accrus pour atteindre 95,6 M€ au cours de l'année 2005. La majeure partie des dépenses reste liée au basculement de l'eau (galerie aval du transfert de Salazie) et à la réalisation des périmètres irrigués de l'Ouest. >>





La fin de l'année a vu le démarrage des travaux portuaires. L'agrandissement du Port Est (quais, cercle d'évitage, creusement) et la darse de pêche du Port Ouest mobiliseront les participations de l'Etat, de l'Europe et de la CCIR au cours des trois prochaines années, avec une livraison prévue en 2008. Concernant l'endiguement des ravines, la principale opération a été la réalisation de la dérivation de la ravine Duparc en secteur aval et centre ville de Sainte Marie.

Enfin la construction d'équipements publics n'est pas en reste. Les investissements réalisés par les principaux maîtres d'ouvrages publics (Région, Département, Etat et CCIR) ont progressé de 11% en 2005 par rapport à l'année précédente. Le montant des dépenses constatées sur ce périmètre atteint près de 79 M€. La Région a notamment augmenté ces réalisations de 61% avec un niveau de 44,7 M€ en finançant la construction et la réhabilitation de bâtiments d'enseignement (Lycée Amiral Bouvet, LEPAH St Joseph), universitaires (Campus du Tampon) et culturels (Conservatoire de St Benoît, Ferme Corail). D'autres maîtres d'ouvrages publics tels que les administrations universitaires, hospitalières, pénitentiaires ou militaires ont réalisé des constructions non résidentielles importantes.

Les communes aussi ont fait un effort d'équipement. L'investissement communal repart après la chute de 2002, année marquée par un renouvellement électoral. Parmi les réalisations d'envergure, on peut citer, dans le désordre, la médiathèque du Tampon, les centres nautiques à Saint-Paul (Plateau Caillou - Vue Belle), le siège de la Cinor, l'îlot du Grand Marché à Saint-Denis, les Jardins de la Plage à Saint-Pierre, la ZAC Avenir à Saint-Louis. Viennent compléter cette liste non exhaustive, les travaux sur le

bâti scolaire, les réseaux d'eaux potables et d'assainissement, le renforcement des réseaux électriques et enfin la modernisation de la voirie communale et urbaine.

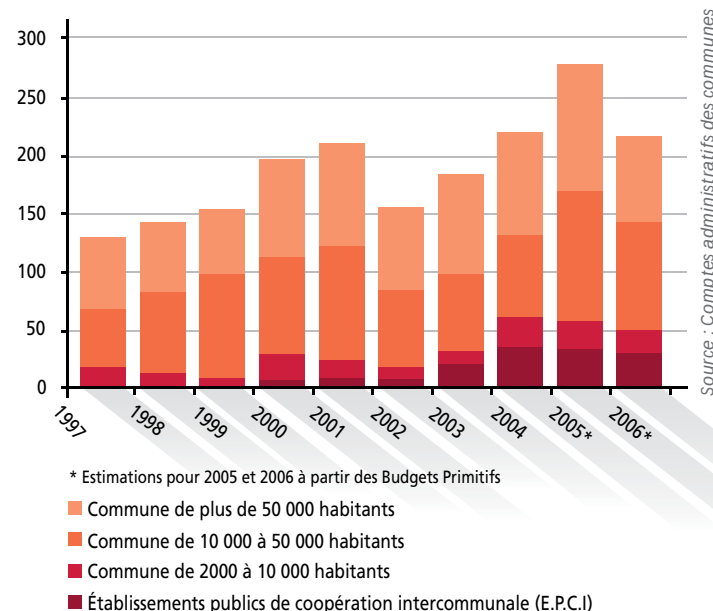
La construction de logements se maintient à un niveau très élevé

Face à l'activité exceptionnelle du secteur des travaux et équipements publics, la construction de logements se stabilise en 2005 au niveau très haut atteint depuis trois ans. Avec 11 500 logements neufs visés par le Consuel, un léger tassement de -1% fait suite à la hausse tout aussi légère de 2004. La part de la construction individuelle diffuse reste très importante avec 58% des logements construits.

Les conditions financières faites au secteur privé restent attractives grâce à la défiscalisation et aux taux d'intérêt encore bas. L'encours bancaire pour des crédits à l'habitat a atteint 3,31 milliards d'euros au 31 décembre 2005, en hausse de 20% après 17% l'année précédente. Plus de 70% de cet encours concerne des particuliers (2,36 milliards). Plusieurs facteurs concourent à son accroissement : le nombre des nouveaux prêts accordés, le renchérissement des coûts du foncier et de la construction ainsi que l'allongement de la durée des emprunts.

Les aides de l'Etat ont été attribuées à 4702 logements sociaux, dont 3 269 logements neufs soit 86% des 5 483 logements inscrits au programme annuel validé par le Conseil départemental de l'habitat du 9 juillet 2005 et 99% des projets de logements déposés (hors PTZ diffus). En termes financiers, 69,51 M€ de crédits de paiements ont été alloués au lieu des 51 M€ annoncés. Toutefois, ils n'ont pas été suffi-

Les investissements des collectivités locales



Les collectivités communales et les EPCI ont investi près de 245 M€ en 2005 dans le secteur du BTP d'après les dernières enquêtes COLLOC portant sur les budgets primitifs 2005 et 2006 et les comptes administratifs 2004. En 2006, les intentions d'investissements semblent marquer le pas. Les budgets primitifs font apparaître un volume brut de 317 M€ de travaux mais après retraitement, en fonction des taux de réalisation des exercices antérieurs, cet effort atteindrait 194 M€.

L'enquête COLLOC, réalisée par la CERBTP auprès des collectivités locales de la Réunion, est orientée vers la connaissance de leur effort d'investissement à partir de l'analyse des informations comptables des immobilisations corporelles en cours ou terminées (comptes 21 et 23)

sants pour couvrir l'intégralité des demandes de paiements reçues s'élevant à 73 M€.

Les aides destinées à l'amélioration et à la réhabilitation de l'habitat ont atteint 37,4 M€. En provenance de l'Etat (LBU, Anah), du Département et de la CAF, elles ont profité à 2 782 logements existants, sous forme de prêts ou de subventions. Le parc ancien de logements sociaux fait toujours l'objet de ré-

habilitations lourdes. Les 416 logements de la SIDR ayant obtenu un engagement financier en 2005 sont prévus pour une mise en chantier en 2006.

Frédéric LORION
 Directeur de la CERBTP